



Communiqué

Le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) a pris connaissance des arrêtés d'interdiction pris par les préfets, représentants du gouvernement Macron, à Lyon, Marseille, Paris et dans de nombreuses villes, à l'encontre des manifestations, rassemblements et initiatives de solidarité avec le peuple palestinien. La France est la seule de toutes les grandes puissances d'Europe et d'Amérique du Nord où ces manifestations ne seront pas autorisées.

En outre, les déclarations se multiplient pour revendiquer la dissolution d'organisations politiques en raison de leurs prises de position sur les événements tragiques en cours au Moyen-Orient, le ministre de l'Intérieur annonçant l'ouverture d'une enquête pour « apologie du terrorisme » à l'encontre d'une organisation politique.

Le POID dénonce ces nouvelles remises en cause la démocratie, de la liberté d'expression, du droit de manifester et de l'existence même des organisations. Un nouveau cran est franchi par le gouvernement Macron qui utilise une nouvelle fois tout l'arsenal policier des institutions antidémocratiques de la V^e République.

Montreuil, le 11 octobre 2023